



## **Declaration Prealable au CHSCT33 du 18 mars 2021.**

Monsieur le Président,

La CGT ne cesse de combattre les réformes néfastes et mortifères qui ne font qu'affaiblir le service public et détruisent les droits et garanties de tous les agents.

La CGT revendique l'abandon de la loi de transformation de la fonction publique et de toutes les réformes qui sont plus que dommageables pour le service public et les fonctionnaires, comme celle du transfert de fiscalité aux Douanes et celle du NRP aux finances publiques, pour ne citer qu'elles.

Elles ne conduisent qu'à la réduction des effectifs avec la valse des suppressions d'emploi et des non-remplacements des départs en retraite, la formation au rabais depuis nombre d'années qui siphonnent nos ressources, déshumanisent et font imploser nos services et nos missions et les éloignent dangereusement de **la mission de service public**, à l'instar de la problématique de celle de l'accueil du public.

La CGT a maintes fois réitéré son inquiétude face aux manques de moyens, parce que la campagne d'impôt sur le revenu 2021 sera sans aucun doute aussi préoccupante que la précédente, d'autant que le fonds de solidarité et le rattrapage des missions fixées par le PRA, mobilisent une grande partie des services.

Rien ne permet en effet d'affirmer comme le laisse supposer le DG des Finances publiques, des baisses prévisibles d'accueils physiques dans nos services.

Ainsi, la mise en place d'un CRT commun aux SIP de Pessac-Talence et de Bordeaux, dernier avatar des tours de bonneteau de la Directrice de la DRFIP, n'est-il pas l'arbre qui cache la forêt et la réponse présentée comme idyllique, au public refoulé des accueils physiques au fil des années ? L'utilisateur cherche désormais et plus que jamais au téléphone les réponses qu'il n'obtient plus dans un monde digital, cloisonné et totalement déshumanisé.

M.Président, cette soi-disant expérimentation aurait été mise en place à la demande des agents !

Ils considèrent au contraire qu'elle ne vise et de façon pérenne, qu'à satisfaire un objectif statistique de flicage numérique des appels décrochés, sans visée véritable de considération des attentes des usagers et au mépris au surplus de la sécurité sanitaire des agents, avec le brassage d'effectifs sujet à des vacances importantes et donc fortement mobilisés sur la mission, alors que le télétravail est censé être favorisé.

La responsabilité d'échapper au virus grâce aux différentes mesures est certes collective, mais fustiger le comportement des agents comme vous l'avez fait dans un mail aux agents FIP dernièrement M. Le Président, c'est vite s'affranchir de votre responsabilité.

**La CGT continue à exiger un moratoire sur les restructurations en cours pendant toute la durée de la crise sanitaire.**

Au lieu de faciliter le dialogue social pendant cette période, les directions continuent à réorganiser les services au mépris du droit, des agents et des libertés syndicales :

– création du CRT sans consultation du comité local à la DRFIP et refus d'une réunion d'information syndicale de niveau national aux douanes, à destination des agents des recettes interrégionales, sont les exemples les plus récents de ces pratiques.

Soyez-en sûr la CGT continuera à souffler sur les braises de la mobilisation et nous faisons le pari que les agents, quand ils se rendront compte du manque de perspectives qui s'offrent à eux dans les projets que vous mettez en œuvre, sauront passer à l'action.